

Guerre en Ukraine : le gouvernement veut rassurer les Français sur l'impact de la hausse des prix de l'énergie

Par Emma Confrere

Publié il y a 2 heures,

Mis à jour il y a 59 minutes



Sans les prix gelés du gaz et la limitation des prix de l'électricité, «les Français auraient vu une hausse de 300 à 400 euros sur leurs factures d'énergie», assure Gabriel Attal. *STEPHANE DE SAKUTIN / AFP*

Le porte-parole du gouvernement rappelle le soutien de la France aux Ukrainiens et précise que le gouvernement travaille à des mesures sur le pouvoir d'achat.

Le gouvernement français maintient sa position face à la Russie, en affirmant vouloir «*faire monter le coût de la guerre pour Vladimir Poutine* ». Ce matin sur *France Inter*, Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement, s'est félicité des premières répercussions liées aux sanctions économiques : «*Le cours du rouble a chuté de 45%, la Bourse russe est fermée depuis près d'une semaine, les oligarques se tournent vers Vladimir Poutine et l'église orthodoxe signale des prises de position importantes*» contre le conflit.

En plus des sanctions économiques, la France continue de demander «*un cessez-le-feu et à défaut une trêve humanitaire*» à la Russie. Les couloirs humanitaires à Kharkiv, Kiev, Marioupol et Soumy sont en réalité «*contrôlés par les forces russes*», «*c'est d'un cynisme absolu*», s'insurge Gabriel Attal. La ligne du gouvernement français «*est de dire qu'on est aux côtés des Ukrainiens. On ne veut pas être cobelligérants dans ce conflit, le but est qu'il s'arrête*».

La France importe 20% de son gaz de Russie, contre 55% pour l'Allemagne

Du côté de l'Europe, le porte-parole français souligne la rapidité des pays à s'accorder sur les sanctions. Mais des dissonances pourraient porter sur le gaz russe. L'Allemagne signale, par exemple, qu'il est impossible de se passer de cette matière première puisque le pays dépend à 55% de la Russie. C'est encore pire pour la Finlande, où le pays dépend en totalité du gaz russe. La France a moins de souci à se faire, puisqu'elle en importe seulement 20% de Russie. Un sommet extraordinaire se tiendra à Versailles les 10 et 11 mars afin de coordonner les actions entre les chefs d'État et de gouvernement européens.

Gabriel Attal rassure ensuite les Français sur une possible augmentation de la facture de chauffage : *«La France est l'un des pays qui prend le plus de mesures en Europe. Le prix du gaz devait augmenter de 30% fin 2021 mais nous avons gelé le prix jusqu'à fin 2022. Même chose pour l'électricité, où nous avons limité son prix à 4%. Si nous n'avions pas pris ces mesures, les Français auraient vu une hausse de 300 à 400 euros sur leurs factures d'énergie.»* Concernant la hausse des prix à la pompe, le porte-parole rappelle que 38 millions de citoyens ont déjà reçu le chèque de la prime inflation d'une valeur de 100 euros. *«Nous travaillons sur de nouvelles mesures, qui seront annoncées dans les prochains jours»*, ajoute Gabriel Attal.